

Les années 1930 ne reviendront pas, mais la « peur de la démocratie » fait encore des dégâts

L'historien Renaud Meltz publie « La France des années 1930 ». Si cette décennie continue à nous obséder, analyse-t-il dans un entretien à Mediapart, c'est en raison des contradictions bien plus anciennes de la démocratie libérale. Exacerbées à cette époque, elles s'expriment à nouveau avec force.

[Fabien Escalona](#)

3 janvier 2024 à 11h31

Montée de l'extrême droite, capitalisme en crise, retour de la guerre sur le sol européen à l'initiative d'un autocrate... Plus que jamais, l'analogie de notre époque avec les années 1930 est tentante. En France, la rhétorique du pouvoir contre « les extrêmes » s'inscrit dans cet imaginaire de la reproduction. En 2018, Emmanuel Macron lui-même [se disait](#) « frappé par la ressemblance entre le moment que nous vivons et celui de l'entre-deux-guerres ».

Dans *La France des années 1930* ([Seuil, 2023](#)), tout récemment paru, l'historien Renaud Meltz a conscience de cette « curiosité obsessionnelle de la mémoire collective pour cette période ». D'emblée, le professeur et directeur de recherche au CNRS récuse le scénario de la répétition, sans toutefois nier les échos contemporains du passé.

Au cours de cet entretien, il revient sur la façon dont les contradictions de la démocratie libérale se sont exacerbées à cette époque, sur la vieille controverse à propos du degré d'imprégnation fasciste de la France, et sur les oscillations des élites de l'époque face aux tensions internationales.



L'historien Renaud Meltz publie « La France des années 1930 » au Seuil. © Photo Bruno Klein

Mediapart : Vous soulignez dès l'introduction de votre livre que « l'histoire ne bégaie pas, ni ne suit une logique linéaire ». Quelle est donc la résonance contemporaine des années 1930 ?

Renaud Meltz : Les années 1930 fascinent car elles font écho à l'impression de vivre une période périlleuse, de pièges, de crises multiples et de montée des solutions autoritaires, voire guerrières. L'historien, lui, se tient loin de l'illusion d'une répétition cyclique. Il lui arrive de partir du présent pour comprendre le passé – l'expérience de nos crises, sanitaires ou géopolitiques, nous aide ainsi à comprendre le rapport à l'avenir inquiétant des « habitants » des années 1930.

Il cherche aussi dans le passé une compréhension du présent : à cet égard, il faut rappeler les ruptures anthropologiques qui s'amorcent à cette époque et s'avèrent durables, comme l'émancipation des enfants et des femmes de la figure paternelle dans la sphère familiale.

Le travail de l'historien est aussi de rappeler des éléments effacés de la mémoire collective ou des futurs non advenus. Par exemple, les années 1930 abritent les prémices de la pensée écologique. Enfin et surtout, il y a des continuités, qui précèdent les années 1930 et leur sont postérieures.

Quelle est la plus importante d'entre elles ?

Sans doute la dialectique pluriséculaire entre modernité et anti-modernité, ouverte depuis les Lumières. Il y a une permanence de la crainte que la modernité ne permette plus de faire société.

En 1934, quand Gaston Doumergue rend responsables les forces de gauche de son échec à faire vivre un gouvernement d'union nationale, il donne ainsi une interview dans laquelle il fustige l'individualisme croissant, le fait que la liberté moderne a été trop loin, qu'il n'y a plus de cadres collectifs, de sentiment patriotique... Autant de thèmes qui seront au cœur de la Révolution nationale [*l'idéologie du régime de Vichy pendant l'Occupation* – ndlr].

À lire aussi

[Face au « retour du fascisme »](#)

30 décembre 2018

Ce n'est pas tant la haine que la *peur* de la démocratie qui se donne à voir dans la France des années 1930. Cette peur se retrouve aujourd'hui dans la fascination pour les régimes autoritaires qui seraient forts, et dans l'inquiétude à propos de la fragilité des régimes libéraux, caractérisés par l'incertitude et le temps long de la délibération, qui peuvent apparaître insupportables en période de crise. Cette peur de la démocratie dépasse les élites, elle concerne toutes les couches de la société.

Pourtant, le passé nous enseigne que les démocraties ne sont pas forcément des régimes faibles ni sans ressources pour affronter des défis complexes.

Ce qui nous fascine dans les années 1930, c'est sans doute aussi leur issue tragique, et l'incapacité à l'éviter. Est-ce que cette obsession mémorielle ne traduit pas une difficulté persistante à accepter l'humiliation de 1940 ?

Il est clair que le traumatisme de 1940 a été structurant dans l'opinion publique et chez les élites. Il a légitimé le choix de la dissuasion nucléaire, présentée comme garantie absolue de ne plus connaître d'invasion – comme si les menaces se répétaient à l'identique.

La défaite est beaucoup due à un aveuglement partagé des élites diplomatiques et politiques. Elles se sont trompées sur la dynamique belliqueuse du régime nazi, et ont pensé que les choses se passeraient bien à l'Ouest en sacrifiant les intérêts de nos alliés orientaux. Même les militaires ont freiné la réaction militaire face au réarmement de l'Allemagne, notamment lors de la militarisation de la [Rhénanie](#) en mars 1936.

Par-delà les milieux dirigeants, les Français étaient massivement pacifistes. Quand le réarmement est initié de manière significative sous le Front populaire, ça ne répond pas beaucoup dans le pays.

Ce qui est frappant, c'est à quel point la diplomatie française oscille durant ces années-là.

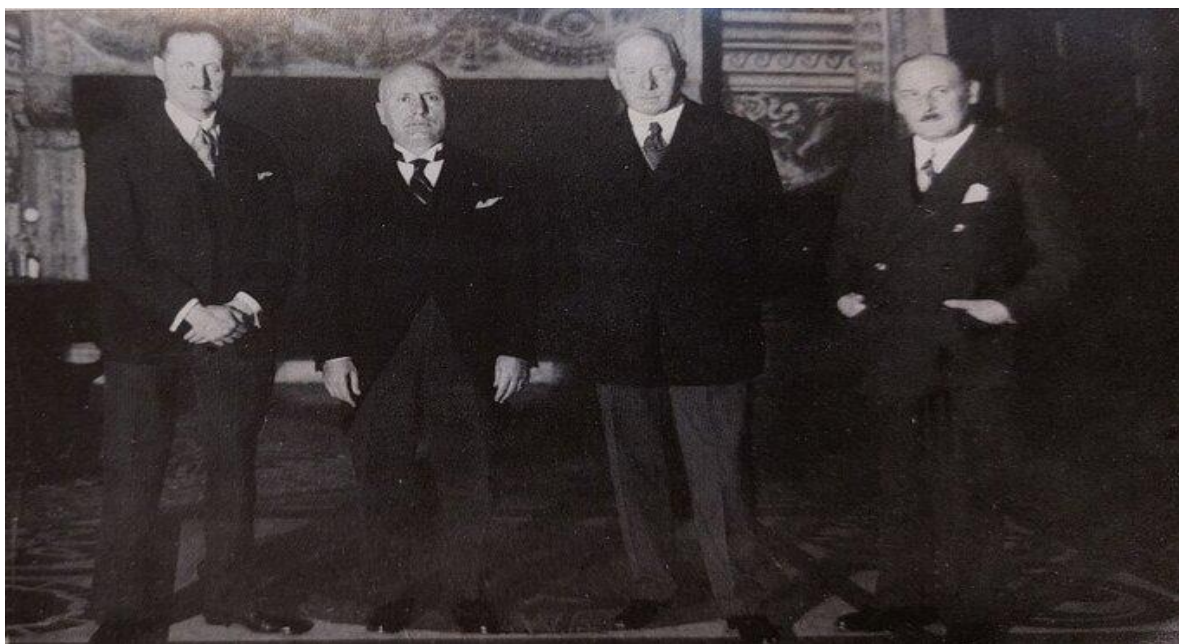
À ce propos, vous consacrez un chapitre à la tentative d'apaisement avec l'Allemagne nazie, en 1935. Qu'est-ce qui a rendu ce choix possible ? Quel était le jeu de contraintes des diplomates et des dirigeants français durant cette décennie ?

Ce qui est frappant, c'est à quel point la diplomatie française, très européo-centrée, oscille durant ces années-là, avec une fréquence encore plus rapide que je ne le pensais avant d'écrire le livre. Elle adhère successivement à des systèmes d'organisation internationale très différents, en très peu de temps.

Le début de la décennie est encore marqué par l'esprit pacifiste de la fin des années 1920, grâce aux accords de Locarno en 1925 [*la reconnaissance par l'Allemagne de ses frontières occidentales avec la France et la Belgique, garantie par le Royaume-Uni – ndlr*], l'intégration de l'Allemagne dans la Société des Nations (SDN) en 1926, et enfin le pacte de Paris en 1928, par lequel soixante-trois pays avaient condamné « *le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux* ».

Dès 1931, un premier tournant s'opère, en raison du nouveau moratoire proposé par les États-Unis pour le paiement des réparations allemandes. Pierre Laval, alors président du Conseil, sait que la conciliation avec ce mauvais payeur est impopulaire. Il attaque publiquement la politique allemande et sabote en sous-main un congrès du désarmement tenu à Paris.

Paradoxalement, une fois les nazis au pouvoir en 1933, les dirigeants français ne durcissent pas le ton. Au contraire, ils négocient avec le régime hitlérien dans le cadre d'un « pacte à quatre » noué avec l'Italie, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. L'accord n'a guère de consistance juridique mais il marque un retour à un concert européen très « XIX^e siècle » dans son esprit, lorsque les grandes puissances s'arrangeaient entre elles, loin du multilatéralisme démocratique qui avait fini par prévaloir avec la création de la SDN.



Ulrich von Hassell, Benito Mussolini, Ronald W. Graham et Henry de Jouvenel après avoir paraphé le « pacte à quatre », le 7 juin 1933. © Domaine public

Un nouveau tournant éphémère se produit avec la présence de [Louis Barthou](#) aux affaires étrangères. Il s'engage dans une politique d'encerclement de l'Allemagne en relançant un rapprochement bilatéral avec l'Union soviétique, auquel il donne habilement une apparence multilatérale.

Après l'assassinat de Barthou en octobre 1934, Laval reprend les rênes du Quai d'Orsay. Il ne répudie pas le pacte d'assistance mutuelle avec Moscou, pour des raisons triviales de politique intérieure – il a besoin de soutiens de la gauche pour être élu sénateur. Mais il le vide de tout contenu militaire, avec la bénédiction des diplomates et de l'état-major. Dans les faits, le pacte reste lettre morte.

Il s'ensuit un front à trois conclu en avril 1935, à Stresa, avec les Italiens et les Britanniques, en réaction au réarmement allemand qui s'officialise. Mais il ne dure pas non plus. L'Italie, qui se lance dans la guerre d'Éthiopie au mépris du droit international, atteint l'autorité de la SDN et inquiète l'impérialisme britannique. La diplomatie française, qui suit paresseusement la condamnation de l'agression italienne, n'a pas réussi à obtenir en contrepartie que Londres s'engage à protéger les frontières en Europe centrale.

Au bout du compte, la France se retrouve seule et choisit la conciliation avec l'Allemagne jusqu'en décembre 1938. Ses élites s'aveuglent largement sur la possibilité d'un apaisement avec le régime nazi, qui apparaît enfin illusoire après le démantèlement de ce qui restait de la Tchécoslovaquie en mars 1939.

La “concentration” [...] consiste à rassembler les “vrais républicains”, sans trop savoir ce que ça veut dire.

L'autre problème récurrent que vous abordez est celui des institutions. Au jeu des comparaisons, est-ce qu'on ne tient pas là une différence nette avec notre temps, à savoir qu'à l'époque l'enjeu est de renforcer l'exécutif par rapport aux jeux parlementaires, alors qu'aujourd'hui nous pâtissons plutôt [du problème inverse](#) ?

Il est vrai que les institutions sont très différentes, mais ce qui perdure sous la présidence Macron, c'est le gouvernement par le centre, au détriment de la bipolarisation, de l'alternance et de la confrontation des intérêts et des principes, accusées de dissoudre la nation. D'où le réflexe d'une politique « de concentration », comme on disait dans les années 1930, censée éloigner le spectre des « extrêmes ».

L'idée consiste à rassembler les « vrais républicains », sans trop savoir ce que ça veut dire. Durant la décennie 1930, le parti radical est le pivot de ces constructions de majorité au centre. Il va sans cesse hésiter sur les alliances, tarder à élaborer un programme commun avec la droite ou la gauche et chercher le plus petit dénominateur commun au risque de l'immobilisme.

Cette hantise de la division, plus forte que dans d'autres pays où le libéralisme n'est pas républicain, ne date pas des années 1930. Le républicanisme français a été marqué très tôt par une conception [holistique](#) de l'intérêt général, d'un bien collectif valant par-delà les individus, qui le rapproche paradoxalement d'une droite antimoderne qui craint elle aussi l'émiettement de la société française.

À lire aussi

[Les ambiguïtés de l'idée républicaine](#)

24 mars 2021

Cette culture est une permanence de la modernité politique française, mais elle se fait plus ou moins saillante selon les moments. La hantise de la division est forte dans les années 1930, et amène à rogner les libertés, parce que l'attraction des modèles communistes et fascistes alimentait les antagonismes.

La réponse par la « concentration » témoigne d'un manque de confiance dans la démocratie. Elle part du principe qu'un projet collectif doit rassembler la nation, mais celui-ci ne peut pas naître par génération spontanée. Il doit sans cesse être remis sur le métier, faire l'objet d'une discussion continue.

Une grande controverse historiographique a opposé ceux qui défendaient que la France avait abrité les origines du fascisme, et ceux qui l'ont jugée relativement immunisée. Avec nuance, vous rejetez tout de même plus fortement la première thèse.

Cette querelle est devenue stérile car elle s'est incarnée dans des individus, des camps et même des institutions au détriment de la discussion.

Pour ma part, je suis proche de la définition du fascisme que donne l'historien italien Emilio Gentile. Ce dernier insiste sur l'objectif fasciste d'une régénération de l'homme et de la nation par l'épreuve de la guerre. Que le fascisme ait séduit en France, il ne faut pas le nier. Dans les rangs de la droite, le régime de Mussolini, en Italie, a ainsi été perçu comme une barrière bienvenue au communisme. Mais l'envie d'avoir le fascisme chez soi est restée très minoritaire.

Cela ne veut pas dire que la France ait été immunisée contre la haine ou la peur de la démocratie libérale. Son rejet a existé dans notre pays comme ailleurs, la façon dont il s'est livré à la Révolution nationale après la défaite nous l'indique. Mais chez la plupart des

« antimodernes » des années 1930, la peur de l'émancipation de l'individu et la haine du communisme n'ont pas le visage du fascisme.

À mon sens, cela s'explique par le fait que la Première Guerre mondiale n'a pas eu les mêmes effets partout. La France a souffert de la guerre tout en ayant été dans le camp des vainqueurs qui n'avaient pas à se plaindre des traités de paix. Elle est sortie épuisée du conflit, tout en ayant un intérêt fort au *statu quo*. La société était massivement pacifiste et ne voulait pas remodeler un homme nouveau par la guerre.

Plus que le « retour » du fascisme en tant que tel, la « vraie » leçon des années 1930 est que la peur de la démocratie peut pousser à des solutions autoritaires.

Une partie de la controverse porte sur la manière dont on caractérise l'expérience avortée du [Parti social français](#) (PSF), une formation héritière de la ligue des croix-de-feu du colonel de La Rocque. Il a été le parti comptant le plus de membres de l'histoire de France, même si la guerre a empêché de mesurer son poids électoral.

Le succès du PSF est en effet sidérant. Face à la politique d'interdiction des ligues considérées comme factieuses, dans les années qui suivent l'émeute du 6 février 1934, les croix-de-feu font le choix d'une conversion partisane. La France aurait-elle pu se donner à une droite nationaliste autoritaire telle que l'incarnait le PSF ? On peut tenter l'exercice intellectuel, mais cela restera de la spéculation.

Ce qui est certain, c'est qu'il ne faut pas sous-estimer l'effroi et l'hostilité de la bourgeoisie française face au Front populaire [*l'alliance des gauches radicale, socialiste, et communiste aux élections de 1936 – ndlr*], y compris de ses fractions libérales et républicaines. Plus que le « retour » du fascisme en tant que tel, la « vraie » leçon des années 1930 est bien que la peur de la démocratie peut pousser à des solutions autoritaires, à une passivité devant leur avènement.

La postérité mémorielle de l'expérience du Front populaire a été très forte. L'épisode a notamment nourri la mythologie de l'union de la gauche. Vous insistez cependant sur sa brièveté : peut-on aller jusqu'à dire qu'il a été une anomalie dans cette décennie ?

Oui, dans la mesure où il correspond à la courte phase durant laquelle le parti radical a cessé de jouer le jeu du centre et des gouvernements de concentration. L'aile droite du parti a d'ailleurs fragilisé très tôt l'attelage du Front populaire. Il s'agit du seul moment d'affrontement bipolaire de la décennie, et il fait peur à tout le monde !

La gauche elle-même y croit à peine une fois au gouvernement. Cela se ressent dans plusieurs choix du socialiste Léon Blum, qui devient président du Conseil. Il n'ose pas mettre à l'ordre du jour le vote des femmes car cela ne figurait pas dans le programme ; sa diplomatie est timide, notamment vis-à-vis de l'Espagne républicaine, victime du coup d'État de Franco et des soutiens fascistes de ce dernier ; il intériorise les craintes des classes moyennes au moment de prendre des mesures économiques et financières finalement assez timides, malgré le bilan heureux de Jean Zay sur le plan éducatif et culturel...

À lire aussi

[Redécouvrir Blum, « l'homme des "heures chaudes" de l'Histoire »](#)

18 février 2023

La notion de « pause », dès février 1937, repose sur l'analyse que la culture démocratique des Français ne serait pas assez forte pour supporter cet affrontement bipartisan, sans risque de guerre civile. Il faut d'ailleurs admettre que la gauche au pouvoir subit des pressions énormes, y compris de toute une presse qui exprime les craintes des classes moyennes.

Pendant cette décennie, un personnage joue un rôle important : Pierre Laval (1883-1945). Dans la mémoire collective, c'est surtout sa politique collaborationniste pendant l'Occupation qui a pris la place. Mais au début de la décennie, il a été plusieurs fois président du Conseil et ministre des affaires étrangères, sans avoir ni colonne vertébrale ni vision. Que nous dit son accès à de telles responsabilités ?

Le succès de Laval, c'est qu'il incarne le refus de l'idéologie et le supposé « bon sens », qui est la paresse de l'intelligence et le refus du débat. Le règne des idées est néfaste pour lui, il refuse d'assumer des clivages et délègue volontiers des décisions aux experts.

Il est par excellence l'homme politique qui dévitalise le débat politique et renvoie ses adversaires à leur idéologie qui serait un refus du réel. Ancien socialiste, il a rejoint la galaxie des « indépendants », et prétend servir l'intérêt de la France sans jamais le définir. À l'époque, une caricature le montrait en train d'essayer de rouler tout droit, au volant d'une voiture dont les roues divergent.

Aveugle aux grandes passions qui travaillent le temps, Laval croit qu'il est rationnel et aura toujours raison. Son seul mantra est le pacifisme, et il envisage la France uniquement comme un patrimoine matériel. Les valeurs et les principes sont inféodés à cette matérialité du patrimoine français, et liquidés sous prétexte de pacifisme. Son choix de la collaboration en 1940 s'explique ainsi.

« L'historien peut railler la hantise d'un éternel retour malheureux, [...] et s'inquiéter », écrivez-vous. Qu'est-ce qui vous inquiète le plus dans la France de 2024 ?

Le manque de confiance en la démocratie et la difficulté à la vivre dans les arènes prévues, telle que le Parlement. Je souhaiterais qu'elle soit plus intense à tous les étages, qu'elle s'approche d'un *continuum* d'une opinion publique qui arbitre entre des lignes politiques mais participe aussi à construire l'agenda.

À cet égard, je suis inquiet de la possibilité capitaliste d'une presse pluraliste, libre, avec des agendas qui lui sont propres. La richesse de la démocratie, ce n'est pas seulement des opinions différentes, mais le fait de pouvoir mettre en avant des sujets différents. La démocratie a ses limites, mais elle me semble le seul horizon possible pour des êtres rationnels, qui recherchent les bonnes décisions à travers la confrontation des intérêts et des convictions.

[Fabien Escalona](#)